



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PÉNIBILITÉ, EMPLOI DES SENIORS ET TRANSITION ENTRE LES RÉGIMES Encore une réunion pour rien à Matignon...

La réunion organisée, ce jour, par le Premier ministre accompagné des ministres et secrétaires d'États concernés visait à faire une restitution des réunions de concertation qui se sont tenues sur les trois thèmes que sont :

- la pénibilité des salariés du privé et des agents de la fonction publique ;
- l'emploi des seniors ;
- les transitions entre les régimes pour les générations concernées.

Alors que chacune de ces thématiques appelait à la présentation d'axes politiques clairs appuyés de supports, d'analyses et de projections permettant de présenter aux acteurs sociaux une copie claire de la part du gouvernement, il n'en a rien été...

Chacun-e des ministres et secrétaires d'État concerné-e.s a déroulé des « mesurette » dont la complexité et le manque de cohérence n'ont d'égal que l'inefficacité du système proposé dans son ensemble. La CGT, comme d'autres organisations, a découvert en séance ces propositions.

Comment, dans ce contexte, parler de concertation sérieuse ? Mais, là n'était pas l'objectif du gouvernement qui, sous couvert de « dialogue social », multiplie les initiatives de communication gouvernementale.

Cette pure opération de communication a eu, au moins, un aspect éclairant : elle a confirmé les approximations et l'amateurisme du gouvernement dans un projet de réforme majeur et alors même que les annonces avant le passage à l'Assemblée nationale se multiplient.

C'est coincé dans une vision dogmatique car pris en étau entre la volonté de satisfaire les marchés financiers, un patronat (le Medef en tête) qui ne veut financer aucun dispositif sur la pénibilité, l'amélioration des conditions de travail et la persistance des mobilisations sociales, avec des journées d'actions interprofessionnelles, le rejet massif dans l'opinion publique, que le gouvernement est contraint de revoir sa copie.

Le gouvernement a confirmé qu'il souhaite mettre en place une réforme budgétaire des retraites en faisant travailler plus longtemps les actifs. Il met volontairement de côté la question du chômage des seniors.

A l'issue de cette réunion, le Premier Ministre a indiqué aux acteurs sociaux qu'un courrier synthétisant les annonces qui ont été faites au cours de cette réunion serait envoyé avant le 14 février au soir car les annonces mentionnées dans ce dernier devraient être ajoutées au projet de loi... Vous ne suivez pas tout ? Nous non plus !

À la sortie de cette nouvelle réunion, personne ne sait ce qu'est une « carrière complète » dans le projet de réforme et les éléments de complexification technique font de celle-ci quelque-chose d'incompréhensible même pour les plus pointus dans ce domaine, bien loin de la « simplicité » qui devait la caractériser selon le président de la République !

Ce qui a été confirmé :

- nous ne sommes pas prêts d'avoir un véritable simulateur pour évaluer les futurs âges de départ et le montant de nos futures retraites ;
- les générations qui seront « à cheval » entre les deux régimes ne savent toujours pas comment sera calculée leur retraite ;
- aucune mesure n'est envisagée pour améliorer l'emploi des seniors ;
- la pénibilité des métiers est une nouvelle fois la grande absente des propositions gouvernementales ;

- le Medef et les grandes entreprises ne veulent toujours pas verser un euro de plus pour notre système de retraite par répartition ;
- le gouvernement veut faire passer en force et dans la précipitation son projet de réforme.

Cette réunion illustre le manque de discernement d'un gouvernement sous pression qui agit en force, pour faire passer une loi majoritairement rejetée par l'opinion publique.

Nous continuerons nos mobilisations engagées depuis le 5 décembre, afin de contraindre le gouvernement à retirer son projet destructeur de notre système de retraite actuel et à ouvrir de véritables négociations pour l'améliorer.

Montreuil, le 13 février 2020